Faut-il pendre les architectes ?

Philippe Trétiack

Faut-il pendre les architectes ?

Postface inédite de l'auteur

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-0212-9364-7
(ISBN 978-2-02-037212-1, 1re publication)

© Éditions du Seuil, 2001,
et septembre 2011, pour la postface

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Faut-il pendre les architectes ? Mais bien sûr !

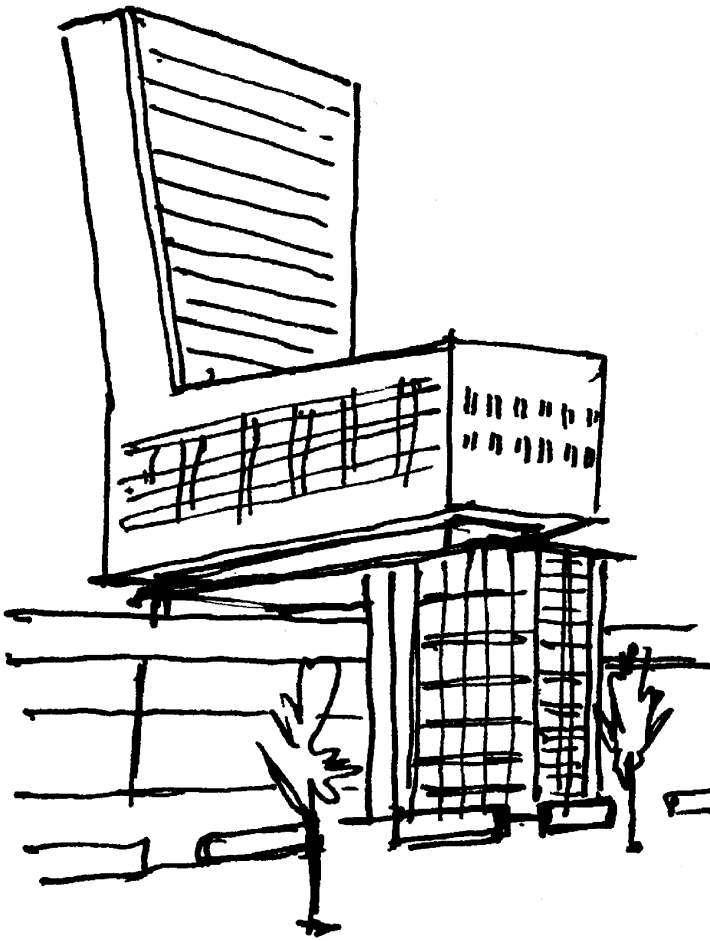
Pour absurde qu'elle soit, cette question semble ne susciter, de la part d'une majorité de Français, qu'une réponse spontanée et sans nuances. C'est dire que, loin de les choquer, elle leur est naturelle. La poserait-on au sujet des médecins, des avocats, des assureurs ? Jamais. Seuls les architectes ont droit à cette faveur. Au médecin fautif, on promet la radiation ; à l'architecte… la corde. Une telle haine, un tel désir de justice expéditive ne doivent pas être traités à la légère. Ce sont des symptômes. Les Français sont fâchés avec leur architecture, du moins avec ce qu'ils en perçoivent, ou ce qu'ils prennent pour telle ; ce qui est parfois tout autre chose.

PREMIÈRE PARTIE

Conflits et confusions

Si l'on proposait aux Français de prendre la pioche pour abattre quelques-unes des architectures qu'ils exècrent, on peut être sûr qu'ils retrousseraient leurs manches. On peut même s'entendre, sans trop de difficultés, sur une liste minimale de cibles privilégiées sur lesquelles ils laisseraient exploser leur fureur. Ceux qui ont vu disparaître quelques pans de leur mémoire pour cause de rénovations ou de spéculations, ou même de bombardements (du vieux Belleville au Petit Panier de Marseille, en passant par le port de Toulon), n'ont de cesse de vouloir se venger.

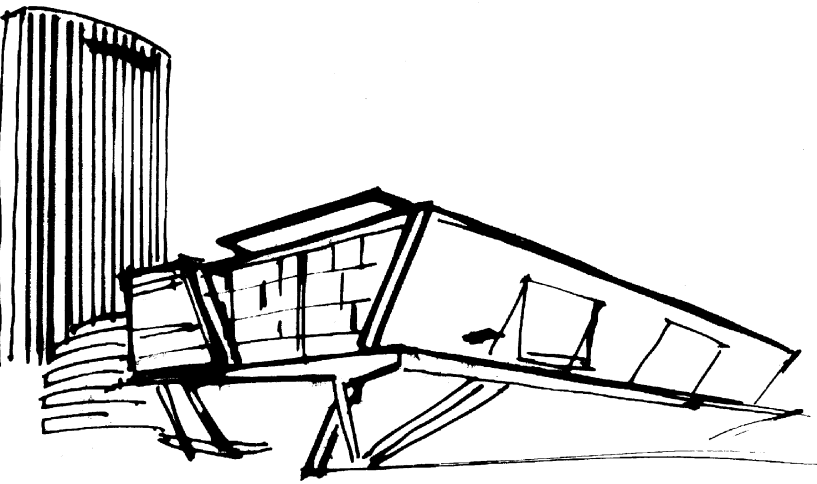
Alors, en tête, et sans surprise, on trouverait la Bibliothèque de France. Cela va de soi et presque trop, mais l'erreur de programmation de ce mastodonte est telle qu'elle confine à la faute. Il faudra bien la payer un jour. L'architecte semble tout désigné pour solder les comptes ; son compte est bon ! Le flou qui entoure d'ailleurs son appellation, « Bibliothèque François-



Tour du Crédit Lyonnais de Christian de Portzamparc,
dite « la chaussure de ski ». Euralille.

Mitterrand », « Très Grande Bibliothèque », « BN », « BNF »…, en dit long sur l'énigme qu'elle représente. *Exit* donc cet ersatz des années 70. Le quartier Euralille, dessiné dans la métropole nordiste par Rem Koolhaas, ne devrait pas s'en sortir plus honorablement. Le centre commercial de Vasconi, « la tour du Crédit Lyonnais » de Christian de Portzamparc (surnommé « la chaussure de ski », ce bâtiment est d'une telle rigidité comique qu'on en vient à regretter que Portzamparc n'en ait pas édifier la paire) devraient finir en poussière, ainsi que la gigantesque galerie commerciale de Jean Nouvel, le centre des Congrès de Rem Koolhaas et tout leur environnement. Que la Grande Braderie de Lille n'ait jamais réussi à contaminer ce nouveau quartier est bien la preuve que le courant ne passe pas entre l'ancien et le nouveau. A la trappe !

Ici ou là, les tours s'écrouleraient comme châteaux de cartes : la tour Montparnasse bien sûr (ce qui serait une erreur, à mon humble avis, mais la *vox populi* a voix au chapitre), la tour du palais des Congrès de la porte Maillot, même réemballée par Christian de Portzamparc, la tour Europe de Mulhouse de Spoerry, la tour du centre-ville de Chamonix, celle de La Part-Dieu à Lyon, tout le centre-ville au cordeau du Brest d'après-guerre, les tours cette fois du secteur Beaugrenelle sur le Front de Seine, à Paris (détestées en vrac, ce qui est regrettable car la tour Totem d'Andrault et Parat est superbe), toute la place des Fêtes, si bien sur-



Le palais des Congrès de la porte Maillot à Paris
réemballé par Christian de Portzamparc.

nommée « place Défaite », à Paris, et toutes les architectures sur dalle, de la Défense et d'ailleurs, seraient hachés menu. Le ministère des Finances à Bercy mériterait des assauts de pelleteuses, livré à une fureur populaire redoublée de la haine séculaire que le contribuable étranglé voue à l'inspecteur des impôts. Un dynamitage en règle du quartier Beaubourg, avec racaille et *shopping-center* à tous les étages, ne chagrinerait pas grand monde, tant ce dédale inepte oscille entre le clinquant de supérette et le mausolée préhistorique signé Paul Chemetov. Il en irait de même de l'épouvantable quartier de l'Horloge, que l'on édifia au ras du Centre Georges-Pompidou comme en matière d'expiation, on dirait aujourd'hui de repentance, d'une trop grande audace moderne. Par terre !

Les villes nouvelles seraient exécutées à l'arme lourde : Marne-la-Vallée, Évry, Cergy-Pontoise dont les errements proliférants, qui firent les beaux jours des revues (que l'on songe aux « versailleries » de Ricardo Bofill), subiraient un sort à la Varsovie ou à la Vukovar.

A Paris, l'ensemble érigé par Kenzo Tange place d'Italie ne survivrait pas à un jury d'assises. La faculté de Jussieu serait pulvérisée, une fois les riverains munis de masques à gaz pour se préserver de toute émanation d'amiante. La CAF (Caisse d'allocations familiales) de la rue Viala, édifiée par Raymond Lopez et Marcel Réby entre 1955 et 1959, bâtiment pourtant inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques (ISMH), serait curetée avec délectation, au

grand dam des historiens de la construction qui savent, eux, que cette CAF fut érigée sur le principe du « premier mur rideau à structure aluminium suspendue » ! L'Opéra Bastille terminerait sa carrière dans un final tragique sans le moindre soutien d'un quelconque chœur de pleureuses. Son dernier acte serait définitif. Plus à l'ouest, la Grande Arche dégagerait de toute sa pesanteur l'axe traditionnel de la capitale. Le siège de l'Unesco périrait au nom d'une continuité urbaine qui fait singulièrement défaut à ce secteur de la capitale. Les orgues de Flandre et l'élargissement de la rue du même nom disparaîtraient pour que resurgissent enfin les vieux bistrots d'antan.

A Marseille, le siège de la DDE (Direction départementale de l'équipement) d'Alsop serait zigouillé comme, probablement, le tordant TGI (tribunal de grande instance) de Bordeaux, palais de justice « schtroumpfien » en diable que les foules abominent, à tort… Les palais de justice d'ailleurs rouleraient au panier comme autant de têtes réduites : à Caen (Architecture Studio) pour excès de métal, à Nantes pour noirceur carcérale insupportable, à Grasse… Que d'erreurs judiciaires !

Plus à l'est, cette fois, l'extension du musée d'Art moderne de la place Stanislas, à Nancy, retournerait à ses cartons cubiques ; le musée d'Art contemporain édifié par Adrien Fainsilber, à Strasbourg, comme le palais des Droits de l'homme de Richard Rogers et le Parlement européen libéreraient du foncier. Zou, du balai !

Idem des entrées de villes massacrées, et même des sorties comme celle du pont de Sèvres où s'élève une architecture de pacotille aussi stupéfiante que sont lamentables les ronds-points qui fleurissent à tous nos carrefours. Il faudrait encore en finir avec les zones de chalandises et les mitages pavillonnaires, ceux-ci dévorés à leur tour par d'insatiables extensions de cités HLM ; bouter en touche quelques-unes des mises en lumière qui ont transformé de belles voies urbaines, intimes et mystérieuses, en décors de *soap opera*, comme la rue de la Gaîté, à Paris, massacrée par les lux abusifs des lampadaires hors d'échelle et tout un mobilier urbain proliférant comme des pustules…

On passerait le siècle à tout foutre par terre et plus encore à s'assurer que, sur ces parcelles de territoire enfin lavées de leurs scories, on ne reconstruise pas à la sauvette des galeries commerciales et des parkings si juteux pour les municipalités mais si revêches à l'œil. Peut-être faudrait-il alors prendre les choses à l'envers et, plutôt que de raser la Bibliothèque de France, demander à d'excellents architectes – notre pays en compte quelques-uns – d'ériger, dans le vide planétaire qui se faufile entre les quatre tours, d'autres bâtiments, combler la béance, réaliser en somme l'inverse de ce que l'on fit en vidant autrefois la Cour carrée du Louvre des bâtiments qui l'occupaient.

L'histoire marche parfois à reculons. Pour détruire, construire, dit-elle.

Évidemment, et tandis que la foule plébisciterait

Port-Grimaud et le Futuroscope, négligeant d'abattre toutes les opérations de façadisme qui transforment nos villes entières en décors déshumanisés, il faudrait lutter pour défendre ici ou là quelques chefs-d'œuvre que l'inculture crasse voudrait anéantir. L'église Sainte-Bernadette de Nevers, bunker accusateur signé Parent et Virilio, Orly-Sud, la Grande Motte de Jean Balladur, pourtant tellement branchée *Wallpaper*, la tour Albert du XIIIe arrondissement à Paris, les cités radieuses de Le Corbusier malmenées par des désaffections récurrentes et une méfiance légendaire pour l'œuvre du Fada. Sur ce point, la liste des édifices à protéger de la fureur serait interminable, elle ne servirait d'ailleurs à rien. Lâchées, les foules se déchaîneraient, et l'on peut affirmer qu'elles trouveraient là l'occasion d'un orgasme national. Pourquoi tant de haine ?

Le malaise

Le citoyen lambda, qui voit sa ville se modifier sans cesse, qui constate l'anéantissement de quartiers anciens vite remplacés par d'autres flambant neufs mais désolants de froideur, qui voit encore s'ériger des monstres sans grâce comme l'Opéra Bastille ou le ministère des Finances, est pris souvent d'une rage impuissante. Qui sont ces décideurs qui, pulvérisant immeubles et rues, assassinent notre mémoire ? Qui sont ces esthètes au goût si discutable ? Et, pêle-mêle, la vindicte accable les

promoteurs, forcément véreux, les architectes, toujours complices, et tout un personnel politique à la corruption plus que probable.

En vérité, le néophyte en révolte n'a qu'une très faible idée des luttes au couteau livrées dans les coulisses de l'architecture. Conflits de clans, pressions partisanes, combines, financements occultes, guerres larvées entre ingénieurs et architectes, paiements aléatoires, et encore options artistiques ringardes ou clinquantes, programmes inadaptés, scandales étouffés, voilà ce qui bétonne le quotidien d'un secteur où l'ordinaire est de brasser des sommes d'argent considérables. Pour un scandale qui éclate, comme celui des abattoirs de la Villette (1969-1974, année de leur fermeture), combien de plus discrets qui s'évaporent avec le temps ? Qu'on se le dise, dans le monde du béton roi, le mot d'ordre est simple : « Silence, on coule »… Et, comme en se durcissant le béton agglomère et digère tout, **pendant les scandales, les travaux continuent**.

Telle est la règle assurément ; mais, depuis quelques années, le mur qui protège le monde de la construction se fissure. L'architecture et le BTP (bâtiment et travaux publics), secteur dans lequel les entreprises françaises caracolent en tête, ne sont plus à l'abri des « affaires ». De la prise de TF1 par Bouygues, géant de la construction, au scandale d'Urba-Gracco, en passant par le financement des caisses noires des partis politiques, l'« affaire Méry » et sa fameuse cassette, ainsi que

le fiasco programmé de la Bibliothèque de France au coût de fonctionnement faramineux, tout le paysage de l'architecture et du bâtiment semble pris de hoquets. Concours suspects dénoncés, promoteurs mis en examen, maires, conseillers généraux et députés inquiétés, recours en justice, tribunaux, scandale des répartitions « en famille » d'appartements bien situés et gérés par les municipalités (voir les ennuis d'Alain Juppé forcé de quitter son pied-à-terre de la rue Jacob, à Paris), politique des HLM, violences des « cités »…, à chaque jour sa nouvelle affaire et il semble d'un coup permis de démolir.

Alors apparaissent comme plus insupportables encore des réalisations pompeuses, comme le quartier d'Euralille, à Lille, pourtant conçu sous l'autorité d'un groupe d'experts consultatifs composé d'élus, d'architectes et de critiques ; le projet pharaonique du viaduc de Millau, dans les Cévennes ; les multiples entrées de villes massacrées, comme à Rennes, Montélimar, Roubaix, Avignon, Bayonne… ; la multiplication hystérique des ronds-points ; l'épidémie des rues piétonnes débordantes de parterres de fleurs et de bittes de béton anti-voitures ; la médiocrité à peine croyable des bâtiments de la Gendarmerie nationale poussant comme des verrues à l'entrée des communes françaises…

Oui, l'architecture exaspère et d'autant plus qu'elle se donne comme le lieu et le décor de prévarications diverses et d'un irrespect foncier. L'ordre urbain fait désordre. **L'architecture n'a pas le « look citoyen »**.

Comment expliquer ces ratages innombrables ? Qui sont les responsables ? Les architectes, les politiques, le fait du prince, la décentralisation, la promotion, les grandes écoles, les critiques, l'inculture générale ? **L'architecture française est-elle archi-nulle ?** Que peut-on y sauver ?

Faut-il pendre les architectes ? se propose de répondre à ces questions ainsi qu'à quelques autres. Ce livre vise à révéler la chaîne pernicieuse des décisions qui font que, dans un même temps et pour des raisons parfois opposées, on peut aboutir à l'érection d'une Bibliothèque de France inutile, à l'anéantissement par « muséification » massive de toute la patine de nos villes anciennes, à la destruction de lieux de mémoire comme la rue Watt dans le XIIIe arrondissement de Paris (pourtant située dans une circonscription administrée, à l'époque, par un ministre de la Culture, Jacques Toubon), à la vitrification de Levallois-Perret, commune limitrophe de Paris broyée par le rouleau compresseur de ce qu'on nomma la « balkanysation » en référence à son maire et bâtisseur Patrick Balkany ; enfin à la reconstruction de ce même Levallois-Perret dans un style affligeant qui, façadisme oblige, remplace par du faux bourgeois – d'une platitude au moins égale à celle des discours politiques qui l'ont promu – un quartier vivant, multiforme et chargé d'histoire. A titre d'exemple lapidaire, on rappellera que, sur les ruines de

l'ancien Levallois, s'érige aujourd'hui la raide et ridicule place Georges-Pompidou, rebaptisée par les riverains « place Ceausescu ».

L'architecture ou le règne de la curée

Comme tous les corps malades, celui des architectes a tendance à rechercher l'apaisante pénombre des volets clos. Ne rien dire, ne pas bouger. Silence : hôpital.

A celui qui prétend écrire sur la situation d'une profession manifestement en crise, on oppose d'abord une solidarité de corps et même de clan. « Le mal est assez grave, surtout n'en rajoute pas », « Quoi que tu penses, ne l'ébruite pas ». Écrire, c'est frapper dans le dos ; parler, c'est nuire ; débattre, c'est pire : c'est donner l'image d'une profession désunie ; or, quand on est assiégé, il faut faire front, et tant pis si c'est front bas.

Les 27 000 architectes inscrits au tableau de l'Ordre[1] et ceux qui s'y refusent ont peur. Il y a de quoi. Dans leur domaine, l'invective est souvent de mise, l'accusation banale. Que n'a-t-on dit au siècle dernier sur la tour Eiffel, aujourd'hui monument national par excellence, et plus récemment sur « la raffinerie » Beaubourg, finalement restaurée de fond en comble, tant son succès public l'avait usée prématurément. Que n'a-t-on

1. Comme les médecins et les avocats, les architectes relèvent d'un ordre professionnel mis en place par Paul Vaillant-Couturier sous le Front populaire et validé par le gouvernement du maréchal Pétain.

déversé encore sur la Pyramide du Louvre de M. Pei, à présent plébiscitée, encensée, fêtée ?

L'architecte est un bouc émissaire facile. Au chapitre des idées reçues, il est entendu depuis Flaubert que : « Tous imbéciles. Oublient toujours l'escalier des maisons [2] ». Qu'un tremblement de terre vienne à secouer un paysage et l'on accusera, comme en Turquie, en 1999, les promoteurs affairistes et leurs complices, les architectes mercenaires, oubliant presque la tectonique des plaques. C'est un fait, s'il est une manière populaire et partagée de critiquer l'architecture, c'est bien la curée.

Assourdissante ou feutrée, elle s'exprime à divers titres, souvent contradictoires. Si l'on peut s'indigner de l'érection du palais des Congrès, porte Maillot à Paris, et faire la moue devant sa rénovation par Christian de Portzamparc ; haïr la tour Maine-Montparnasse à Paris et la place du Nombre-d'Or de Ricardo Bofill à Montpellier ; s'exaspérer des rénovations assassines de Jean-Jacques Ory, qui a si bien su détruire, près de la Madeleine, à Paris, la grâce de l'immeuble années 30 de Paul-Louis Faure-Dujarric, « les Trois Quartiers » ; gronder encore contre les dragons réalisés à Niort par Jacques Hondelatte au fil de la rue piétonne ; frôler la crise d'urticaire à la vue du tribunal pénal de Bordeaux signé par Sir Richard Rogers : tout cela à quel titre et, mieux encore, au nom de quelles valeurs ?

2. Gustave Flaubert, *Dictionnaire des idées reçues*.

Que défend-on en agonissant d'injures les auteurs de tel ou tel bâtiment ? Est-ce le vieux quartier de son enfance, l'usage contestable de ses impôts, une passion rétrograde, des positions « écolos » ou bien, *a contrario*, un manque d'audace, un jeu petit bras ? Chaque fois, **entrer en résistance est-ce militer « pour » ou militer « contre » ?** Dans la troupe des dénonciateurs d'une architecture jugée lamentable, les nostalgiques des vieux quartiers se trouvent ainsi mêlés aux tenants de la cyberarchitecture comme aux pétroleurs des comités de quartiers plus ou moins sincères ; toute cette smala de mécontents tape du pied, claque des cymbales, en appelle à la presse. Le chorus qui s'en dégage est une spécialité française.

Aussi convient-il, pour commencer, de faire le tri dans ces condamnations, de comprendre que l'architecture attise les envolées lyriques et substitue souvent le passionnel au raisonnement. Cet amalgame de rancœurs est une source de confusion pour qui veut juger de l'architecture. C'est la toute première.

L'architecture, rubrique « scandales »

Objet touchant à l'esthétique, l'architecture est sujette aux engouements comme aux détestations les plus subjectives. Certes, tout un chacun est libre d'exprimer son avis sur ce qui constitue son cadre de vie, mais on peut estimer que, là comme ailleurs, un peu de culture ne gâte pas le jugement.

Paris vu du ciel
(photographies Yann Arthus-Bertrand)
Chêne, 2009, 2013

L'UFR de chimie de Paris-VII
Agence X-TU
Archibooks/Sautereau éditeur, 2009

Cérémonie
Plan 01 arcllitectes
(photographies Laure Vasconi et Luc Boegly)
Paris-Bruxelles, Ante Prima/
Archives d'architecture moderne, 2010

Rochebobois
50 ans de design
Chêne, 2010

Le Théâtre Saint-Nazaire
K-architectures
Archibooks/Sautereau éditeur, 2013

NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2011. N° 105504 ( )
IMPRIMÉ EN FRANCE